



HAL
open science

La représentation antirévolutionnaire du monde : le cas espagnol (1808-1833)

Jean-Philippe Luis

► **To cite this version:**

Jean-Philippe Luis. La représentation antirévolutionnaire du monde : le cas espagnol (1808-1833). Siècles : Cahier du centre d'histoire " Espaces et cultures ", 2016, Transferts culturels et politiques entre révolution et contre-révolution en Europe (1789-1840), 43. hal-01836534

HAL Id: hal-01836534

<https://uca.hal.science/hal-01836534>

Submitted on 31 Aug 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La représentation antirévolutionnaire du monde : le cas espagnol (1808-1833)

The Anti-Revolutionary Representation of the World: The Case of Spain,

1808-1833

La representación antirrevolucionaria del mundo: el caso español (1808-1833)

Jean-Philippe Luis

**Édition électronique**

URL : <http://siecles.revues.org/3066>

ISSN : 2275-2129

Éditeur

Centre d'Histoire "Espaces et Cultures"

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2016

ISSN : 1266-6726

Référence électronique

Jean-Philippe Luis, « La représentation antirévolutionnaire du monde : le cas espagnol (1808-1833) », *Siècles* [En ligne], 43 | 2016, mis en ligne le 19 octobre 2016, consulté le 11 janvier 2017. URL : <http://siecles.revues.org/3066>

Ce document a été généré automatiquement le 11 janvier 2017.

Tous droits réservés

La représentation antirévolutionnaire du monde : le cas espagnol (1808-1833)

*The Anti-Revolutionary Representation of the World: The Case of Spain,
1808-1833*

La representación antirrevolucionaria del mundo: el caso español (1808-1833)

Jean-Philippe Luis

« Le temps, hémophile, coule » (Alain Souchon)

- 1 En 1808, l'Espagne entre de plein pied dans la grande rupture qui voit les sociétés européennes sortir de l'Ancien Régime. Ce processus avait été entamé en 1793 avec la guerre des Pyrénées, mais il n'atteint une dimension globale qu'à partir de l'invasion napoléonienne qui ouvre six années de guerres, mais aussi de révolution, marquées en particulier par l'adoption de la Constitution libérale de Cadix. L'opposition aux principes révolutionnaires et libéraux prend la forme d'un conglomérat antilibéral dont la grande diversité était masquée par une identification commune sous la dénomination de royalistes (*realistas*)¹ qui se posaient en gardiens d'une tradition qu'ils assimilaient à la défense de l'Église et de la monarchie absolue. Jusqu'à la mort de Ferdinand VII en 1833, nous sommes dans la première phase de l'antilibéralisme espagnol, celle que Pedro Rújula a qualifiée d'« antilibéralisme défensif », durant laquelle les forces réactionnaires luttent pour le maintien de leur hégémonie, en pensant que l'essor libéral n'était qu'un épisode provisoire qu'il fallait clore le plus vite possible². Elles étaient rejointes par un antilibéralisme populaire puissant en milieu rural comme en milieu urbain.
- 2 Cette période est particulièrement fertile pour l'analyse des cultures politiques car la rupture avec un monde organisé par Dieu et par la tradition, que l'immense majorité des acteurs sociaux pensait comme immuable en 1808, a conduit une partie de ces derniers à mettre au jour explicitement les fondements jusqu'alors implicites, car profondément intériorisés, consciemment ou inconsciemment, de la société traditionnelle qu'ils

pensaient protéger. Dans le même mouvement, la lutte a obligé à chercher des explications, à interpréter les changements qui bouleversaient leurs cadres de pensée, et par conséquent à reformuler leur propre vision du monde, à l'actualiser, à renforcer leur argumentation dans l'opposition à l'ennemi libéral. Cet effort a été réalisé non pas en parallèle, mais le plus souvent dans la lutte contre les principes nouveaux prônés par les libéraux. Pour exprimer ceci, cette période, comme toutes celles affectant en profondeur une société dans toutes ses dimensions, constitue un moment de polysémie du vocabulaire politique, juridique et social. On sait depuis les travaux de Reinhart Koselleck que ces phénomènes sont intimement liés aux changements politiques et sociaux en cours. Le discours antirévolutionnaire, tout comme le discours révolutionnaire, est donc à analyser à l'aune de ce processus, la bataille des mots étant l'une des dimensions des intenses luttes politiques de cette période.

- 3 L'Espagne constitue un terrain privilégié pour analyser le monde tel qu'il est perçu par l'anti-révolution (que l'on peut assimiler dans le cas espagnol à l'antilibéralisme). En effet, le caractère indispensable mais très limitatif des sources constituées par les écrits des publicistes de la contre-révolution est compensé par la multitude et la diversité de sources fournies par l'appareil d'État (l'absolutisme est restauré entre 1814 et 1820, puis entre 1823 et 1833), par les longs épisodes de guerres civiles (la guerre d'Indépendance, les années 1822-1823, la guerre des *Agraviados* en Catalogne en 1827, et la pré-guerre carliste en 1832-1833) et par les traces écrites des nombreux complots qui émaillent l'ensemble de la période. À partir de ces matériaux composites, cet article se propose de mettre au jour les grands traits de la représentation du monde des acteurs de l'anti-révolution pendant le quart de siècle durant lequel « renouer la chaîne des temps, que de funestes écarts avaient interrompue » (pour reprendre l'expression célèbre de la Charte française de 1814) était une utopie partagée par de larges secteurs de la société.

Les clés de la représentation du monde de l'Ancien Régime

- 4 L'obligation d'argumenter face aux libéraux a permis de faire émerger toute la part d'implicite (ce que Jean-Pierre Dedieu a appelé les conventions³) qui existait dans la représentation du monde sous l'Ancien Régime. Dans ce domaine, il est particulièrement fertile de croiser l'historiographie classique sur la contre-révolution avec les travaux de l'école espagnole de la nouvelle histoire du droit. Cette dernière a permis de voir émerger une vision nouvelle et de plus en plus précise des fondements et de la réalité des rapports de pouvoir, des relations et de l'organisation sociale sous l'Ancien Régime, et fournit ainsi des grilles de compréhension indispensables à l'heure d'analyser des concepts tels que ceux de l'État, du politique et des modes de dévolution du pouvoir⁴.
- 5 Jusqu'au XVIII^e siècle, en Espagne comme dans la quasi-totalité de l'Europe et de l'Amérique, le monde est d'essence religieuse. Il est organisé selon un ordre révélé par la tradition religieuse, c'est-à-dire les textes saints et les textes normatifs du droit romain et canonique (formant le droit commun), et par les traditions liées à un territoire. Ainsi, les *Siete Partidas* d'Alphonse X, rédigées au XIII^e siècle, constituaient une base du droit commun et étaient un référent incontournable dans le discours politique et juridique, encore au milieu du XIX^e siècle. La société n'était donc pas structurée en fonction de l'homme et de ses désirs et était par ailleurs organisée en corps ayant chacun ses propres

règles juridiques, la communauté et non l'individu constituant la structure sociale de base, l'inégalité entre les hommes étant naturelle et nécessaire. Les fondements de ce que les historiens du droit appellent la monarchie juridictionnelle ont deux conséquences. L'ordre social naturel est antérieur au pouvoir politique dont la fonction et la finalité sont de garantir et conserver l'ordre social. Par conséquent, il n'y a pas de sphère autonome du public et du privé, du politique et du social. Le roi avait pour premier devoir celui de rendre justice car le pouvoir politique, par nature limité par le droit, était avant tout une *iurisdictio*⁵. Cette perception restait vivante durant le premier tiers du XIX^e siècle. Ainsi, le père Alameda affirmait en 1825 dans un rapport au roi :

« La justice, Seigneur, est la loi la plus générale du monde moral et le fondement de l'ordre, de la paix et de la prospérité des nations⁶. »

- 6 Dans la monarchie juridictionnelle, rendre justice ne signifiait pas appliquer la loi mais résultait de l'interprétation de la diversité de l'ordre naturel – qui se concrétisait dans la multiplicité des juridictions – dans un contexte spécifique. Le juge organisait ainsi « le consensus entre des perspectives différentes ». Carlos Garriga reprend une métaphore très évocatrice en assimilant le juge contemporain au jardinier d'un jardin ordonné, face au juge d'Ancien Régime qui aurait été le garde forestier d'une forêt sauvage non exploitée, c'est-à-dire d'un espace naturel pérenne⁷. Cette perception de la résolution des conflits est profondément ancrée dans la culture populaire. Elle reste très vivante au XVIII^e siècle mais aussi à l'époque qui nous intéresse – il suffit pour ces périodes de consulter la masse des archives des tribunaux pour s'en convaincre – et constitue un élément d'explication à l'antilibéralisme. En effet, pour ces groupes sociaux, la reconnaissance des autorités et leur légitimité se pensent et passent par un mode de résolution des conflits dans le cadre de la diversité juridique de la société traditionnelle et donc d'une controverse entre parties. Par sa volonté d'unifier l'espace public autour d'une communauté unique, la nation, de laquelle est issue la même loi pour tous forgée aux Cortès ou au gouvernement, le libéralisme constitue une rupture avec la tradition et est perçu par les milieux populaires comme porteur de rejet de leurs prérogatives⁸ et donc de relégation sociale.
- 7 On retrouve d'une certaine manière des fondements similaires dans l'émergence d'un antilibéralisme ultra dans la dernière décennie du règne de Ferdinand VII, quand le roi et son gouvernement sont accusés de ne pas aller assez loin dans la restauration de l'Ancien Régime et même de collusion avec les libéraux. Cette fois-ci ce n'est pas la toute puissance de la nation qui est rejetée, mais celle du monarque absolu qui foule au pied les libertés traditionnelles. On retrouve là les éléments d'un conflit qui a émergé dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle.
- 8 En effet, la croissance du pouvoir monarchique conduisit à entraver la large domination du droit commun. À côté de celui-ci se développèrent le *derecho patrio* (c'est-à-dire les lois du royaume, la législation royale qui connaissait un fort développement) et le droit naturel et droit des gens⁹. Ces derniers, qui sont fondés sur la perception d'une nature humaine universelle et non sur la réalité sociale dans laquelle vivent les hommes, a eu une influence plus limitée en Espagne que dans d'autres pays de l'Europe de l'ouest. Ils ne se sont développés que grâce au soutien de la monarchie, lorsque l'appareil d'État était dominé par les *ilustrados*, à savoir pour l'essentiel sous Charles III et au début du règne de Charles IV. La Révolution française, perçue comme enfant du droit naturel, ralentit la progression de ces conceptions et les chaires de droit naturel furent supprimées dans les universités en 1794¹⁰. La tradition scolastique résista ainsi très bien, mais elle était aussi

menacée par la volonté des monarques d'imposer une suprématie de la législation royale sur tout autre type de législation. À la fin du XVIII^e siècle, en accroissant sa sphère d'influence, en attaquant la tradition – et en particulier l'Église – sous les couleurs de la *Ilustración*, ou en imposant des procédés nouveaux pour faire rentrer davantage d'argent dans ses caisses, la monarchie a contribué à affaiblir la société traditionnelle¹¹. En rétablissant l'absolutisme en 1814, puis en 1823, Ferdinand VII s'inscrit dans ce processus, sans bien sûr la justification "éclairée" de son grand-père.

- 9 Toutefois, ce que l'on appelle l'absolutisme, ou plus justement pour le cas espagnol la monarchie administrative, ne fait pas changer de paradigme. En effet, la justification de la croissance du pouvoir du monarque est fondée sur la métaphore du roi *pater familias*, sur le gouvernement domestique, car la famille forme la cellule sociale de base, le seul lieu qui ne connaît pas la diversité juridique inhérente à la société d'Ancien Régime¹². C'est avant tout contre les nouvelles conceptions, en particulier celles issues du droit naturel qui constitue la source *ilustrada* du premier libéralisme espagnol, que s'élèvent les tenants de l'antilibéralisme.

Un monde corrompu

- 10 La grille de lecture antirévolutionnaire de l'évolution de l'Europe depuis 1789 est profondément marquée par la dimension eschatologique existant dans la tradition catholique. Le phénomène est amplifié par le rôle majeur joué par les ecclésiastiques comme interprètes et médiateurs des événements politiques auprès des masses. L'exemple de Saragosse est un cas d'école. L'apparition le 17 mai 1808 d'une colombe blanche dotée d'une couronne au-dessus de la chapelle de la Vierge du Pilier, lors du premier siège de la ville par les Français, fut immédiatement interprétée comme un signe divin et devint le symbole de la résistance. Plus tard, lors de la deuxième restauration de l'absolutisme, le symbole a été repris par les bataillons des Volontaires Royalistes nouvellement créés, qui choisirent de se placer sous le patronage de la Vierge du Pilier¹³.
- 11 À partir de la guerre des Pyrénées, une rhétorique millénariste associait la révolution et les Français à l'Antéchrist annonciateur de la fin des temps, rhétorique reprise ensuite dans la lutte contre Napoléon à laquelle était associée une autre rhétorique, celle du péché originel, de la repentance et de la rédemption. L'effondrement de la monarchie était ainsi perçu comme un châtement divin et la nécessité de la lutte s'imposait pour l'Espagne car, dans le cas contraire, « le Seigneur tout puissant la purifiera par un châtement bien plus fort que le déluge universel, s'il ne l'extermine pas » affirmait en 1813 un ecclésiastique du royaume de Valence¹⁴.
- 12 Après la guerre d'Indépendance, le discours s'oriente davantage vers la description du présent comme un monde en danger à cause de « l'irrégion » et de « l'immoralité ». Le registre de langage de la morale imprègne non seulement les textes des propagandistes de la contre-révolution, en particulier ceux du clergé, mais aussi plus largement toute tentative pour expliquer le présent. On le trouve ainsi dans les analyses politiques ou gouvernementales comme par exemple dans les propos de ce haut fonctionnaire se plaignant à son ministre de « la démoralisation qui s'est installée entre nous et qui a ouvert un abîme lamentable » depuis vingt ans¹⁵. L'argument sert ensuite chez les ultras du camp absolutiste quand il s'agit de s'opposer à toute réforme. Ainsi, le Conseil d'État rejetait en 1826 les propositions réformatrices du ministre des Finances au motif que « les temps de grande immoralité publique, d'insubordination et d'indiscipline, temps de

division et de ressentiment, d'ignorance et de rapacité ne sont pas ceux que l'on doit choisir pour introduire un système sans prendre le risque de détruire l'édifice même qu'il prétend construire¹⁶ ».

- 13 La référence récurrente à la morale renvoie au religieux mais aussi au juridique, domaines qui ne sont pas séparés dans une conception d'essence religieuse de la société et du pouvoir. Ainsi, les qualités d'un juge se mesuraient de manière indissociable à l'aune de ses vertus privées. Associées à la connaissance du droit, ce sont celles-ci qui lui donnaient la capacité de faire émerger un consensus à partir de la diversité juridique à sa disposition et qui donnaient légitimité à ses sentences¹⁷.
- 14 Le présent « corrompu » est présenté comme la conséquence d'une maladie affectant le corps social. L'usage courant du corps comme métaphore de la communauté donnait sens au vocabulaire médical très répandu qui était utilisé : « maladie », « corruption », nécessaire « purification ». De manière très significative, la grande épuration de 1823-1828 qui a suivi la seconde restauration de l'absolutisme et qui a affecté l'ensemble de l'encadrement de la société (administration, Église, université, municipalité...) a été menée par des tribunaux d'exception dénommés juntas « de purification » et non « d'épuration¹⁸ ». Le glaive de Ferdinand VII lors de la restauration de 1814, Francisco Javier Elío, offre un cas passionnant qui associe de violentes diatribes contre « les pervers » et une hypocondrie qui se caractérisait en particulier par son obsession pour les mesures d'hygiène quand il était capitaine général de Valence¹⁹.
- 15 Pour les antirévolutionnaires, la maladie du corps social se répand de manière privilégiée via les « sectes maçonniques ». Leur représentation du monde comprend une forte dose de paranoïa dans laquelle le mythe du complot maçonnique occupe une place prépondérante. Cette obsession est un phénomène caractéristique de toutes les monarchies réactionnaires d'Europe. Toutefois, à l'image de l'Italie, elle acquiert une dimension très forte en Espagne. On peut même parler de fantasme à la fin de l'épisode libéral du *Trienio* (1820-1823) : les royalistes pensaient que les sociétés secrètes maçonniques rassemblaient un demi-million de personnes²⁰. Avec la restauration de 1823, l'appartenance à une telle société était apparentée à un délit et l'État créa une institution particulière, la *Junta Reservada de Estado*, chargée de relever toutes les données liées aux « associations secrètes qui ont existé ou existent en Espagne » et d'établir une liste des individus suspectés d'y appartenir²¹.
- 16 La propagande antirévolutionnaire oppose ce monde malade à un monde naturel qui est celui qu'elle propose de restaurer. Le discours sur le retour à la normalité, à la société « naturelle », est récurrent. Il est parfaitement compréhensible à l'issue des désastres de la guerre d'Indépendance et explique en grande partie la popularité de Ferdinand VII, le « roi désiré », en 1814. Ce dernier a d'ailleurs largement utilisé ce ressort pour mettre un terme au régime des Cortès de Cadix. Le décret très connu du 12 mai 1814, qui rétablit l'absolutisme, voulait faire disparaître les acquis de l'expérience constitutionnelle antérieure « comme si de tels actes n'avaient jamais existé, afin qu'on les effaçât des temps²² ». Le même désir apparaît en 1823 avec le renversement du *Trienio Liberal*. Un contemporain l'affirmait très clairement :
- « Nous avons désormais un roi, nous avons un pape, les choses changent de direction, tout revient à l'équilibre et je suis sûr que tout ira bientôt si bien que nous ne saurons plus quoi désirer²³. »
- 17 En 1824, le conseiller d'État García de la Torre affichait une grande sérénité devant la menace de complots libéraux car « si on rétablit rapidement l'ordre des choses, en

administrant la justice, en promouvant les volontés royales, en rétablissant l'Inquisition, soutenant ainsi l'unité religieuse, nous n'avons rien à craindre²⁴ ». Un peu plus tard, en 1827, les acteurs du soulèvement contre-révolutionnaire catalan – appelé guerre des *agraviados* ou des *malcontents* – réclamaient « le maintien de la Religion et du Roi, et de tous les principes conservateurs de la société²⁵ ». Le rejet des innovations et les références récurrentes aux « anciennes lois », aux Lois fondamentales, aux *Siete Partidas* d'Alphonse le Sage ou aux « bons usages et coutumes » pour surmonter les épreuves du présent ne doivent pas être analysés prioritairement comme le reflet d'esprits obtus, mais bien comme l'incapacité à concevoir un autre monde que ce monde naturel dont Dieu et la tradition avaient légitimé l'existence et dont les principales règles d'organisation étaient contenues dans ces textes. C'est dans le même sens que doit être compris l'appel à « la défense de l'ordre », expression récurrente du vocabulaire contre-révolutionnaire : il ne s'agit pas uniquement de l'ordre public, ni même de l'ordre social, mais de l'ordonnement global du monde naturel.

La construction de la figure de l'ennemi

- 18 Identifier l'ennemi incarnant le Mal est dans un premier temps aisé pour l'anti-révolution : il prend les traits du Français durant la guerre des Pyrénées, puis pendant la guerre d'Indépendance. La mobilisation populaire nécessaire lors du conflit de 1793, puis celle qu'il avait fallu susciter dans l'urgence au printemps 1808 contre les Français, se firent en adaptant au contexte le répertoire des « des vieilles idées, répandues et intériorisées par le commun des habitants de la monarchie » et capables de fournir « une interprétation efficace de ce que signifiait la présence française²⁶ ». Ce matériau ancien était fondamentalement de nature religieuse et renvoyait à la lutte contre l'hérésie. Le Français est associé à l'hérétique, à l'agent de l'Antéchrist, la France étant « la babylone corrompue²⁷ ». Le glissement se fit ensuite très vite des Français vers les jacobins puis, à la fin de la guerre d'Indépendance, vers les libéraux. L'hérétique n'était plus seulement l'étranger d'outre-Pyrénées, il devint le partisan des idées nouvelles, selon une rhétorique mise en place dès les années 1770 dans les cercles des antilumière. Grâce aux sermons, le clergé est le principal acteur de l'assimilation du libéralisme à une « nouvelle hérésie ». La référence historique à l'hérésie juive et musulmane, ainsi qu'à la manière dont elles furent éradiquées par le meurtre ou par l'expulsion, devint une figure fréquente pour justifier la répression à l'égard des libéraux, dans le discours du clergé comme dans celui des autorités. Ainsi, le curé de l'église madrilène de Santa Cruz affirmait en 1825 en chaire :

« Nous ne serons pas bien tant que nous ne ferons pas ce que les chrétiens ont fait à l'époque des sarrasins²⁸. »

- 19 Un libraire libéral rapportait une anecdote révélatrice : un jeune valencien contre-révolutionnaire appréhendé en 1823 par une colonne de miliciens libéraux aurait crié « Ne me tuez pas, je me ferai juif²⁹ ! ». À l'opprobre jeté sur les libéraux – surnommés *negros* – s'ajoutait celui sur les francs-maçons, les termes *negro*, *masón* et *judío* finissant par se confondre dans les milieux populaires de l'anti-révolution, tout comme sous la plume des publicistes de la contre-révolution. Dans le même temps, le processus jouait ponctuellement à rebours avec le retour du rejet des Français quand les troupes du duc d'Angoulême voulurent en 1823 réfréner les ardeurs de la répression absolutiste ou quand, par la suite, la présence de garnisons françaises offrait, comme à Cadix, un refuge

aux libéraux en fuite³⁰. Ainsi, la création d'une figure de l'ennemi que l'on vient de décrire montre comment se retrouve dans l'antilibéralisme espagnol le recours au récit historique comme source efficace de légitimité et comme facteur d'identification de l'ennemi³¹.

- 20 À partir de 1824, le processus qui avait permis le glissement de la figure du Français à celle du josphin, puis à celle du libéral, joue à nouveau mais au détriment du gouvernement absolutiste de Ferdinand VII que les ultraroyalistes accusaient de concessions à l'égard des libéraux. L'absence de rétablissement de l'Inquisition et la répression perçue comme insuffisante conduisirent à taxer de *negros* les ministres du roi réputés modérés. Même le très réactionnaire duc de l'Infantado, dont l'accession en 1825 au ministère des Affaires d'État avait été accueillie chaleureusement dans les milieux antilibéraux madrilènes, finit par être suspecté d'*afrancesado* par ces mêmes milieux au bout d'un mois d'exercice du pouvoir³². Le basculement est manifeste avec la guerre des *agraviados* qui déchira la Catalogne en 1827 et dans laquelle les rebelles se mobilisaient au cri de « Vive Don Carlos V, Vive la Sainte Inquisition, dehors les Français ».
- 21 L'identification du Mal ne se limite pourtant pas à cette palette déjà très large des secteurs de la société espagnole. De nombreuses sources associent aussi les riches (*los ricos*) aux catégories détestées. Cette réalité a bien sûr une dimension sociale forte, liée au contexte économique désastreux de la période, à la baisse des prix agricoles pour les exploitants, aux mutations du marché du travail faisant reculer les protections traditionnelles offertes par les corporations d'Ancien Régime. Elle est cependant liée aussi à l'instrumentalisation de ce malaise social par les élites contre-révolutionnaires qui, dès le début de la guerre d'Indépendance, développèrent un discours populiste anti-intellectuel, d'opposition aux idées étrangères³³ et de valorisation de la culture populaire portée par un *pueblo sano*³⁴. Ce discours trouva un écho parmi les couches populaires pour les raisons économiques et sociales déjà évoquées, mais aussi parce que se développait depuis la deuxième moitié du XVIII^e siècle, dans les couches moyennes et supérieure de la monarchie, une sociabilité nouvelle, « éclairée », celle des cafés, des salons, des *tertulias*, qui excluait le petit peuple (désigné péjorativement par le terme *populacho*) et qui était perçue par ce dernier comme exogène. Ce discours conduisit vite à un raccourci entre « riche », « spéculateur » et « libéral » et fut entretenu dans les années 1820 par l'ambiance d'affairisme qui marquait l'entourage du roi, ainsi que certains secteurs de la Cour et du gouvernement. Ce phénomène, alimenté par des élites contre-révolutionnaires qui se posaient de plus en plus en défenseurs d'une culture populaire prétendument authentique, favorisait des émeutes populaires, comme celle de Vitoria en juillet 1825, lors de laquelle douze maisons de familles aisées, donc considérées par la foule comme *negros*, furent saccagées, faisant de 18 à 20 victimes³⁵.
- 22 Les mécanismes que l'on vient de décrire montrent comment la recherche de l'identification de l'ennemi conduit à « construire une image dépersonnalisée, typologique, qui servira à le réduire à une catégorie attribuée³⁶ » que l'on peut ainsi aisément exclure et que les sources de l'époque désignent par le terme de « secte » ou « faction ». L'ennemi est ainsi facteur de cohésion de la communauté. Cette réalité que l'on rencontre dans de nombreux autres contextes historiques est particulièrement forte dans le premier antilibéralisme espagnol, l'antilibéralisme défensif. Elle n'est pas du domaine de l'implicite comme dans d'autres cas, mais est au contraire une motivation clairement et très souvent exprimée.

L'obsession de la cohésion de la communauté

- 23 L'un des ressorts de la stigmatisation de secteurs entiers de la population de la monarchie et de son assimilation à l'hérésie est l'obsession pour l'unité de la communauté catholique qui est le ciment de la société espagnole d'Ancien Régime. Dans la culture antilibérale, l'Inquisition est le symbole et le garant de l'unité. Le décret du 21 juillet 1814, qui rétablit le Saint-Office, est justifié par le roi par la volonté de « préserver mes sujets des dissensions internes³⁷ ». Onze ans plus tard et après une nouvelle phase d'expérience libérale, l'évêque de Tarazona, ancien Inquisiteur général, exposait clairement l'enjeu :
- « Si l'on ne veut pas l'Inquisition, c'est que l'on souhaite la tolérance religieuse et si l'on veut la tolérance c'est parce que l'on veut nous diviser ; et si l'on veut nous diviser c'est pour nous assujettir³⁸. »
- 24 La lutte antilibérale, alimentée idéologiquement par le discours clérical, est calquée sur la lutte éternelle du Bien contre le Mal. La vision manichéenne qu'elle induit conduit à rejeter toute forme de transaction, refusant en particulier toute amnistie lors des deux restaurations de l'absolutisme : « On n'a jamais vu un révolutionnaire espagnol se corriger, de ce fait il est dangereux de leur pardonner » expliquait en 1824 le gouverneur du Conseil de Castille³⁹. Le manichéisme revient ensuite à assimiler l'Autre à l'inverse du Bien incarné par l'ordre éternel de la communauté catholique et donc à le définir par la négative. Ainsi, dans des sources cléricales comme dans des slogans imprimés à destination du peuple, les libéraux comme les josphins sont « une faction antireligieuse et antimonarchique », « des ennemis de l'ordre » répandant « l'anarchie » et dont les objectifs sont « d'en finir avec la monarchie, de détruire les lois, de perpétrer le vol, la vengeance, l'assassinat et enfin de faire couler abondamment le sang⁴⁰ ». L'inversion de l'ordre naturel par le Mal explique que la maîtrise du langage devienne un enjeu majeur nécessitant un effort pédagogique intense pour éclairer le peuple sur les confusions à ne pas faire. On pouvait ainsi lire le 22 juillet 1823 dans la *Gaceta de Madrid*, seul journal diffusé et lu dans tout le territoire :
- « En langue maçon, les mots de justice, probité et même connaissance n'ont pas le même sens que dans la langue castillane, dans certains cas ils signifient même le contraire. »
- 25 La vision manichéenne d'essence religieuse qui structure le discours antilibéral est fondamentale pour comprendre pourquoi l'absence de rétablissement de l'Inquisition par Ferdinand VII lors de la restauration de l'absolutisme en 1823 devint l'objet d'une cassure dans le camp de l'anti-révolution. Le roi fut contraint à cette décision par les puissances étrangères qui lui avaient permis de retrouver son trône comme roi absolu. Ceci a eu pour conséquence de déplacer les espoirs des ultras vers le frère du roi, Don Carlos, et de rejeter les partisans de Ferdinand dans le camp fantasmé des opposants à la religion et à la monarchie.
- 26 L'assimilation de l'ennemi à l'hérétique est une justification forte à l'usage de la violence politique qui se déchaîne, pour plus de trente ans, dans la société espagnole à partir de 1808. Dans un très célèbre catéchisme de 1808 construit sous une forme dialoguée, le prêtre demande à son élève « Est-ce un péché d'assassiner un Français ? », à quoi celui-ci répond : « Non mon Père, C'est une œuvre méritoire qui libère la patrie de ses violents oppresseurs⁴¹. »

- 27 L'extension du camp de l'ennemi aux josphins et aux libéraux conduisit aux mêmes justifications de la violence. Le processus a été favorisé tout d'abord par le fait que l'apprentissage de la politique se fit par la guerre, dans la lutte contre les Français⁴², puis, à partir de 1822, par l'apparition d'un anticléricalisme populaire libéral se manifestant par les premiers assassinats d'ecclésiastiques. Les corps des Volontaires Royalistes institutionnalisèrent ensuite cet usage de la violence durant toute la dernière décennie du règne de Ferdinand VII. Mal contrôlés par les autorités traditionnelles, ils constituèrent un lieu de socialisation, d'encadrement, d'endoctrinement et d'apprentissage des armes et de la violence dans les milieux populaires antirévolutionnaires.
- 28 L'expulsion ou la mort sont les alternatives proposées par le discours antilibéral. Là encore, comme nous l'avons vu, la référence historique à l'expulsion des morisques est couramment employée. Cela s'est traduit par les ordonnances ou les décrets royaux condamnant de fait à l'exil, ou à la résidence surveillée. La violence antilibérale s'est déchaînée en particulier au début de la deuxième restauration de l'absolutisme. À une composante populaire des premiers temps, marquée par des saccages et des exécutions sommaires, s'est ajoutée une violence d'État au travers d'un appareil répressif qui, pour l'essentiel, constitue une rupture avec la tradition administrative de la monarchie. L'historiographie libérale et le talent de Benito Pérez Galdós dans son roman *El terror de 1824* publié en 1877 renvoient l'image de massacres nombreux. Le trait est sans doute un peu forcé et il n'existe pas de bilan du nombre de victimes de cet épisode, la tâche étant sans doute impossible. Toutefois, la rhétorique employée par les autorités, par le clergé et par les élites locales contre-révolutionnaires, ne laisse guère de doute sur l'ampleur de la répression. L'armée française en fut témoin à de multiples reprises en 1823-1824.
- 29 Le recours à l'analogie historique du combat contre l'hérésie fut un levier puissant pour justifier l'ampleur de l'épuration à mener. Les sources chiffrent les libéraux en centaines de milliers, et même parfois en millions. Mais peu importe le prix à payer pour restaurer l'unité de la communauté :
- « Il vaut mieux vivre à un million selon la volonté de Dieu qu'avec dix millions de révolutionnaires⁴³. »
- 30 Toutefois, ces propos tiennent plutôt de la figure de style. L'anti-révolution reste durant le règne de Ferdinand VII accrochée à l'idée que la grande majorité de la communauté ne rêve qu'à revenir à l'équilibre antérieur, celui de la monarchie catholique. C'est cette croyance qui explique que le soulèvement carliste, entamé à l'automne 1832 et généralisé à la mort de Ferdinand en octobre 1833, pensait susciter une large mobilisation populaire qui renverserait aisément un pouvoir madrilène considéré comme faible et minoritaire.

Conclusion

- 31 La représentation du monde propre à l'antilibéralisme a conduit à l'élaboration d'une perspective de futur immédiat fondé sur le désir du retour à l'Ancien Régime, communément désigné en Europe sous l'expression du trône et de l'autel. L'étendard du trône et de l'autel littéralement revendiqué ou stigmatisé par les acteurs politiques contemporains est cependant de l'ordre du mythe, d'une part par le fossé croissant qui se creusait irrémédiablement entre la sphère du politique et celle du religieux et d'autre part par le caractère irrémédiable de l'expérience de la rupture révolutionnaire⁴⁴. Derrière une représentation cohérente du présent « malade », des mécanismes de

transaction de plus en plus efficaces avec le réel se mirent en place, y compris dans des terres comme l'Espagne où l'anti-révolution avait été particulièrement puissante. L'existence de plus en plus visible de ces transactions, à laquelle s'est ajoutée la discorde successorale à partir de 1832, expliquent la rupture du front de l'antilibéralisme qui, progressivement limité à son secteur ultra, est rejeté durablement dans l'opposition, alors que le libéralisme conservateur qui émerge dans les années 1830 reprend à son compte certains éléments de l'antilibéralisme antérieur. L'antilibéralisme ultra est de plus en plus perçu par des secteurs moyens et supérieurs de la société non comme une promesse de retour à la stabilité, mais bien comme un facteur de désordre et de danger social par la mobilisation populaire qu'il suscite. En étant limité à son secteur ultra et en perdant le pouvoir, cet antilibéralisme se convertit en antilibéralisme d'opposition, pour reprendre la typologie employée par Pedro Rújula. Il devient véritablement contre-révolution sous les couleurs du carlisme, accordant une place centrale à la figure du prétendant Don Carlos dans le projet de futur qu'il s'agissait de conquérir les armes à la main. L'antilibéralisme d'opposition connaît un très grave échec en 1839, après une guerre civile terrible, tout comme avait échoué avant lui l'antilibéralisme défensif. Le réel est têtue : le retour en arrière, même fantasmé, est impossible. Toutefois, si le premier antilibéralisme a conduit à une impasse politique, la figure de l'ennemi qu'il a contribué à forger est apparue beaucoup plus durable et capable de s'enrichir au gré des circonstances, jusqu'à conserver tout son potentiel mobilisateur jusqu'au cœur du XX^e siècle.

NOTES

1. Jean-Philippe Luis, « La construcción inacabada de una cultura política realista », dans Miguel Angel Cabrera, Juan Pro (dir.), *La creación de las culturas políticas modernas 1808-1833, Historia de las culturas políticas en España y América Latina*, t. 1, Saragosse / Madrid, Prensas Universitarias de Zaragoza / Marcial Pons ed., 2014, p. 319-346.
2. Pedro Rújula, « El antiliberalismo reaccionario », dans María Cruz Romeo, María Sierra (dir.), *La España liberal 1833-1874. Historia de las Culturas políticas en España y América Latina*, t. 2, Saragosse / Madrid, Prensas Universitarias de Zaragoza / Marcial Pons ed., 2014, p. 377-409, p. 379.
3. Jean-Pierre Dedieu, *Après le Roi. Essai sur l'effondrement de la monarchie espagnole*, Madrid, Casa de Velázquez, 2010.
4. Sur ce courant né dans les années 1980 : Manuel Hespanha, *Cultura jurídica europea : síntesis de un milenio*, Madrid, Tecnos, 2002.
5. Alejandro Agüero, « Las categorías básicas de la cultura jurisdiccional », dans Marta Lorente Sariñena (dir.), *De justicia de jueces a justicia de leyes : hacia la España de 1870*, Madrid, Consejo General del Poder Judicial, 2007, p. 19-58, p. 31-33.
6. José Antonio Escudero, *La Real Junta Consultiva de Gobierno (1825)*, Madrid, Universidad de Madrid, 1973, p. 133.
7. Carlos Garriga « Orden jurídico y poder político en el Antiguo Régimen », *Istor*, 16, 2004, p. 13-44, p. 15.

8. Miguel Angel Cabrera, « El sujeto de la política : naturaleza humana, soberanía y ciudadanía », dans M. A. Cabrera, J. Pro (dir.), *La creación de las culturas políticas modernas [...]*, p. 37-68.
9. Juan Pro, « El derecho y los derechos », dans M. A. Cabrera, J. Pro (dir.), *La creación de las culturas políticas modernas [...]*, p. 69-95.
10. Antonio Jara Andreu, *Derecho natural y conflictos ideológicos en la universidad española (1750-1850)*, Madrid, IEA, 1977.
11. Jean-Philippe Luis, « Questions autour de l'avènement de la modernité politique en Espagne (fin XVIII^e siècle-1868) », *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, n° 3, 2008 [publié le 20 juin 2011, consulté le 21 mars 2016, § 11-18. URL: <http://ccec.revues.org/2523> ; DOI: 10.4000/ccec.2523]
12. A. Agüero, « Las categorías básicas [...] », p. 49-54.
13. Francisco Javier Ramón Solans, *La virgen del Pilar dice... Usos políticos y nacionales de un culto mariano en la España contemporánea*, Saragosse, PUZ, 2014, p. 84-90 et 143. Les Volontaires Royalistes sont les milices absolutistes créées en 1823 pour lutter contre les libéraux. Gonzalo Butrón Prida, « Pueblo y élites en la crisis del absolutismo : los voluntarios realistas », *Spagna contemporanea*, n° 25, 2004, p. 1-20.
14. Cité dans Javier López Alós, *Entre el trono y el escaño*, Madrid, Congreso de los diputados, 2011, p. 128. Cet ouvrage est la référence pour l'analyse des textes classiques des publicistes de la contre-révolution.
15. Rapport de Josef María del Pino a Calomarde, 29 avril 1830. Archivo Histórico Nacional (désormais AHN), Consejos, legajo 13493.
16. Federico suárez, L. López Ballesteros y su gestión al frente de la Real Hacienda (1823-1832), t. III, Pamplona, Universidad de Navarra, 1970, p. 238.
17. Marta Lorente Sariñena (dir.), *De justicia de jueces a justicia de leyes [...]*.
18. Jean-Philippe Luis, *L'Utopie réactionnaire : épuration et modernisation de l'État dans l'Espagne de la fin de l'Ancien Régime (1823-1834)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2002.
19. Encarna García Monerris, Carmen García Monerris, *La nación secuestrada. Francisco Javier Elío. Correspondencia y Manifiesto*, Valence, Prensas Universitarias de Valencia, 2008, p. 40-41.
20. Josep Fontana, *De en medio del tiempo. La segunda restauración española*, Barcelone, Crítica, 2006, p. 97-98.
21. Cette junte fonctionna de novembre 1823 à juin 1828. AHN, Estado, libro 3765.
22. *Gaceta extraordinaria de Madrid*, jueves 12 de mayo de 1814.
23. Cité dans J. Fontana, *De en medio del tiempo [...]*, p. 122.
24. Actes du Conseil d'État du 28 janvier 1824, AHN, Estado, libro 28.
25. Cité dans Jaume Torras Elias, *La guerra de los agraviados*, Barcelone, Cátedra de la historia general de España, 1967, p. 107-108.
26. Pedro Rújula, « El invasor francés de 1808 », dans Xosé M. Núñez Seixas, Francisco Sevillano Calero (dir.), *Los enemigos de España*, Madrid, CEPC, 2010, p. 141-164, p. 146 et 163.
27. Lluís Roura, « La contre-révolution en Espagne et la lutte contre la France », dans Jean-Clément Martin (dir.), *La Contre-Révolution en Europe XVIII^e-XIX^e siècles. Réalités politiques et sociales, résonances culturelles et idéologiques*, Rennes, PUR, 2001, p. 205-219.
28. Cité dans Álvaro París Martín, *Se susurra en los barrios bajos : policía, opinión y política popular en Madrid, 1825-1827*, Thèse de doctorat d'Histoire, Universidad Autónoma de Madrid, 2016, p. 582.
29. Emilio La Parra, *Los cien mil hijos de San Luis. El oca del primer impulso liberal en España*, Madrid, Síntesis, 2007, p. 148.
30. Gonzalo Butrón Prida, « "Celui qui a été révolutionnaire ne peut vivre ici". La résistance libérale dans le Cadix de la Restauration », dans Jean-Claude Caron, Jean-Philippe Luis (dir.), *Rien appris, rien oublié ? Les restaurations dans l'Europe post-napoléonienne (1814-1830)*, Rennes, PUR, 2015, p. 355-366.

31. Jean-Claude Caron, Laurent Lamoine, Natividad Planas, « Introduction » dans Jean-Claude Caron, Laurent Lamoine, Natividad Planas, *Entre traces mémorielles et marques corporelles. Regards sur l'ennemi de l'Antiquité à nos jours*, Clermont-Ferrand, PUBP, 2014, p. 9-21.
32. A. París Martín, *Se susurra en los barrios bajos [...]*, p. 483.
33. Jean-René Aymes, « La mise en cause des élites et, en particulier, des “philosophes” et des “savants” pendant la guerre d'Indépendance », dans Armando Alberola et Elisabel Larriba (dir.), *Las élites y la « revolución » de España (1808-1814)*, Alicante, Publicaciones de la Universidad de Alicante, 2010, p. 107-126.
34. Un très bel exemple dans l'essai *El príncipe y su pueblo* écrit en 1830 par Lluís María de Moixó, baron de Juras Reales. Jesús Millán, « La nación desde el antiliberalismo. Patria y monarquía en Lluís M. de Moixó », *Alcores*, n° 17, 2014, p. 55-74.
35. A. París Martín, *Se susurra en los barrios bajos [...]*, p. 405.
36. Jean-Claude Caron, « Introduction », dans *Siècles*, Dossier « L'identification de l'ennemi », n° 31, 2010, p. 4, <http://siecles.revues.org/169>.
37. Emilio La Parra, María Ángeles Casado, *La Inquisición en España. Agonía y abolición*, Madrid, Catarata, 2013, p. 135.
38. Luis Alonso Tejada, *Ocaso de la Inquisición en los últimos años del reinado de Fernando VII*, Madrid, ZYX, 1969, p. 52.
39. Cité dans J. Fontana, *De en medio del tiempo [...]*, p. 97.
40. C. et E. García Monerri, *La nación secuestrada [...]*, p. 43.
41. Fernando Díaz Plaja, *La historia de España en sus documentos. El siglo XIX*, Madrid, Instituto de Estudios Políticos, 1954, p. 71-73.
42. Pedro Rújula, « La guerra como aprendizaje político. De la Guerra de la Independencia a las guerras carlistas », dans *El carlismo en su tiempo : geografías de la contrarrevolución*, Pampelune, Gobierno de Navarra, 2008, p. 41-63.
43. Cité dans J. Fontana, *De en medio del tiempo [...]*, p. 97.
44. J.-Cl. Caron, J.-Ph. Luis (dir.), *Rien appris, rien oublié ? [...]*. Sur cette question voir en particulier l'introduction et la conclusion de l'ouvrage ainsi que les articles d'Andoni Artola, Olivier Tort, Pedro Rújula, Corinne Legoy, Emilio La Parra, Remy Hême de Lacotte et Gilles Malandain.

RÉSUMÉS

Le renversement de la monarchie espagnole par Napoléon en 1808 suscite une ouverture brutale de la sphère du politique à l'ensemble de la population espagnole. La révolution qui en est issue déclenche une réaction antirévolutionnaire massive dont la diversité est masquée par le sentiment d'appartenir au front commun des royalistes (*realistas*). L'opposition à toutes les formes de révolution repose sur une représentation du présent marquée par la dimension eschatologique de la tradition chrétienne. Le monde présent est malade et « corrompu » et le futur doit permettre le retour à la réalité d'un monde éternel voulu et organisé par Dieu. Elle conduit à la création d'une figure de l'ennemi fruit de l'amalgame entre Français, josphins, libéraux, juifs et morisques. Si cet antilibéralisme défensif s'avère définitivement une impasse politique à la mort du roi en 1833, il n'en est pas de même pour la figure de l'ennemi qu'il a créée.

Napoleon's defeat of the Spanish monarchy in 1808 opened the political sphere to the entire Spanish population. The consequent revolution set off a counter-revolutionary reaction whose

diversity was masked by the common front of the royalists (*realistas*). Opposition to the revolution was based on a vision of the present as a time of disease and corruption, and the future as a hoped-for return of an eternal world organized by God. A new enemy was created out of the multiple confusions between the French followers of Joseph Bonaparte, liberals, Jews and Moriscos. This counter-revolution led to a dead-end with the death of Ferdinand VII in 1833, but it established a long-lasting image of the public enemy in Spanish political culture.

La ocupación napoleónica de 1808 introdujo brutalmente al conjunto de la población española en la esfera de lo político. La revolución subsiguiente desató una reacción antirrevolucionaria cuya extrema diversidad se difuminaba tras el sentir común de pertenecer a un frente común realista. La oposición a cualquier variante de la revolución reposaba sobre una representación del tiempo presente modulado por la escatología cristiana. Según esta lectura, el mundo se encontraba infecto y corrompido tras el ciclo revolucionario. El horizonte de expectativa se situaba, en consecuencia, en el retorno a los términos existenciales de un mundo eterno e inmutable organizado por la divinidad. Esta cosmovisión comportaba a su vez la construcción de una figura altamente estereotipada del enemigo, condensación de todo mal, en la que se fundían las categorías de *francés*, *afrancesado* o *josefino*, *liberal*, *judío* y *morisco*. La muerte del rey en 1833 condujo a esta vía antiliberal a un punto muerto en lo político. No ocurriría lo mismo con la figura del enemigo creada por ella, que quedaría como un depósito discursivo susceptible de ser recuperado ulteriormente.

INDEX

Keywords : Antiliberalism, counter-revolution, Ferdinand VII, Spain, 19th century

Index géographique : Espagne

Palabras claves : antiliberalismo, contrarrevolución, Fernando VII, historia de las representaciones, España, siglo XIX

Mots-clés : antilibéralisme, contre-révolution, Ferdinand VII, histoire des représentations

Index chronologique : XIXe siècle

AUTEUR

JEAN-PHILIPPE LUIS

Professeur d'histoire contemporaine

Centre d'Histoire « Espaces et Cultures » (CHEC), Clermont Université, Université Blaise-Pascal,

EA 1001